

La réaction des mouvements sociaux suite aux déclarations de Kátia Abreu

Les déclarations de la nouvelle Ministre de l'Agriculture, Kátia Abreu, faites lors d'une interview donnée à la Folha de São Paulo ont suscité l'indignation des mouvements sociaux au Brésil.

15

A A+

Najla Passos

Les membres des mouvements sociaux brésiliens ont crié leur indignation suite aux déclarations faites par la nouvelle ministre de l'Agriculture, Kátia Abreu, lors d'une interview publiée lundi dernier (le 5). Elle y a affirmé qu'au Brésil "le latifundia n'existait plus" et que les conflits entre les agriculteurs et les peuples autochtones existent parce que "les Indiens sont sortis de la forêt et s'étendent désormais dans les zones de production".

Durant cet entretien controversé, la ministre nommée faisant partie de ce que les médias appellent "contingent personnel de Dilma Rousseff" a dit que la mission qui lui avait été confiée par la Présidente réélue était de "révolutionner" l'agro-business. Elle a promis de "créer une nouvelle classe moyenne à la campagne", même si elle devait "faire comme une nounou- décider quoi produire". Elle a confirmé que le gouvernement allait construire des voies d'eau pour faire jouer le secteur privé. "Nous devons tout miser sur la privatisation", dit-elle.

La réaction ne s'est pas fait attendre. Les membres du mouvement MST, Mouvement des Sans Terre, ont bloqué des routes principales de Mato Grosso do Sul (la BR 163, 267 et 262), dans le cadre de la mobilisation initiée depuis le 1^{er} janvier, jour de prise de fonction de la nouvelle ministre. Outre la revendication de réforme agricole, le mouvement conteste la nomination de cette ruraliste, ex-présidente de la CNA, Confédération Nationale d'Agriculture, qui selon lui représente justement ce qu'il y a de plus archaïque dans ce secteur au Brésil.

D'après le MST, Kátia Abreu a des racines dans un segment qui utilise la terre comme un instrument de pouvoir et comme une réserve de capital, sans vocation productive, sans aucune responsabilité envers la protection de l'environnement et qui voit dans le renforcement de l'agriculture une occasion de spéculer, à la fois en achetant et en louant.

"Actuellement, nous avons 90.000 familles "campeurs" du MST à travers le pays, plus de 3.000 dans l'État de Minas Gerais [MS] et d'interminables hectares de propriétés qui peuvent se transformer en "assentamentos" [Ce sont les colonies de paysans qui ont reçu une approbation officielle après l'occupation d'une terre par l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire (INCRA)]. Nous ne pouvons pas fermer les yeux devant la nécessité de sortir dans les rues pour exiger une réforme agraire populaire et démocratique. Nous voulons la terre et des conditions dignes de la production", a expliqué Marina Ricardo Nunes, de la coordination nationale du MST.

Le latifundia existe toujours et continue d'augmenter.

Sur sa page officielle, le mouvement MST s'est vivement opposé aux propos tenus par la nouvelle ministre sur l'inexistence de latifundia dans le pays. Selon le mouvement, le registre des propriétés auprès de l'INCRA dénonce d'ailleurs que la concentration des terres aux mains des grands propriétaires et le sols stériles augmentent.

D'après l'enquête basée sur une auto-déclaration des propriétaires, les grandes propriétés occupent 55,8% des superficies totales de terres, un nombre qui a augmenté de 48,4% entre 2003 et 2010. Les dernières données montrent que 318 millions d'hectares se concentrent entre les mains de 130.000 propriétaires terriens. En 2003, ces chiffres étaient de 215 millions d'hectares pour 112.000 propriétaires. Donc plus de 100 millions hectares se trouvent entre les mains d'un petit nombre.

De plus, cette enquête montre que chaque grand propriétaire possède en moyenne 2.400 hectares de terre. Sachant qu'un hectare correspond à la taille d'un terrain de football, ce chiffre est vraiment révélateur. L'enquête montre également que parmi ces terres appartenant aux grandes propriétés, 40% ne sont pas productives.

Condamnation des Indiens

Dans sa déclaration, le Conseil Indigène Missionnaire (CIMI) a condamné les propos

prononcés par la nouvelle ministre concernant des Indiens qui envahiraient des terres productives les jugeant "ridicules", "absurdes" et "tellement égarés et loin de la réalité qui règne dans le pays qu'ils ne peuvent qu'être fruit d'une ignorance totale et d'une profonde mauvaise foi".

"Qui connaît vraiment l'histoire de notre pays sait que ce ne sont pas des Indiens qui sont sortis ou qui sortent de la forêt mais ce sont des agents de grandes propriétés, de ruralité et d'agro-business qui envahissent et détruisent les forêts, chassent et tuent les peuples qui y vivent" dit la déclaration. Le Conseil a également condamné les déclarations de Kátia Abreu qui nient la nécessité de la réforme agraire. "Elle ne se contente pas seulement d'attaquer les peuples indigènes, au début du second mandat du "nouveau" gouvernement Dilma, cette représentante de latifundia essaie en plus de "blanchir" le processus inexistant de la réforme agraire au Brésil et expose sans vergogne la thèse que latifundia ne serait plus pratiqué au Brésil".

Selon l'évaluation du mouvement, "la ministre Kátia Abreu en plus de montrer son autoritarisme et cynisme, démontre clairement qu'elle fait partie du gouvernement Dilma pour piétiner les droits de ceux qui luttent pour la distribution équitable des terres, pour les droits des peuples autochtones, des quilombolas, des communautés traditionnelles, des paysans et pour la protection de l'environnement".

Le CIMI critique également la Présidente réélue Dilma Rousseff pour ignorer les manifestations de nombreux secteurs de la société brésilienne qui se sont prononcés contre la nomination de Kátia Abreu et aujourd'hui appellent les mouvements sociaux à lutter. "Le latifundia, le ruralisme et l'agro-business n'ont aucune limite. Face à une telle ignorance et insensibilité, il ne reste aucun autre moyen aux peuples concernés si ce n'est que continuer à articuler ses droits, manifester et lutter pour la défense de leurs terres et leurs vies", conclut la déclaration.